



Berlin Eco

NUMERO 5

© DG Trésor

12 mars 2018

ACTUALITE ECONOMIQUE

ENVIRONNEMENT MACROECONOMIQUE

Selon les [chiffres provisoires de Destatis](#), le taux d'inflation du mois de février 2018 serait de 1,4% en glissement annuel, contre 1,6% en janvier 2018. Ce ralentissement s'expliquerait notamment par le ralentissement des prix des biens, notamment ceux de l'énergie, à +0,1% en février 2018 par rapport à février de l'année précédente.

Selon le [Bundesagentur für Arbeit](#), le taux de chômage était de 5,7% en février 2018 (-0,1% par rapport au mois précédent), à 2,546 millions de personnes. Cela représente une baisse de 24 000 personnes.

Au quatrième trimestre 2017, [l'IAB recensait 1,2 million de postes vacants](#) déclarés, un record. L'augmentation la plus forte a été observée dans le secteur manufacturier (161 000 postes enregistrés, soit +35% par rapport au quatrième trimestre 2016) et dans la construction (98 000 postes vacants, soit +24%).

POLITIQUES SOCIALES

Une [étude conduite par le DIW](#) montre que les salaires horaires augmentent, tandis que les inégalités entre les salaires mensuels ou annuels stagnent. En 2016, le salaire horaire réel moyen brut était de 16,60€, en augmentation de 5% par rapport à 2013. Le DIW attribue cette évolution principalement à l'introduction du salaire minimum en 2015. En revanche, en 2016, le salaire mensuel réel moyen brut était de 2 525€, soit une augmentation de seulement 3,8% par rapport à 2013. Le DIW explique cela par le fait que les personnes aux salaires plus faibles travailleraient moins d'heures par mois.

Dans son rapport intitulé « [Dépenses par élève 2015](#) », Destatis explique que les *Länder* ont dépensé en moyenne 6 900€ par élève dans les écoles publiques en 2015, soit 200€ de plus par rapport à 2014. Dans les établissements d'enseignement général, la dépense annuelle s'élève à 7 500€ par élève en moyenne tandis que dans les établissements de formation professionnelle, le chiffre est de 4 700€ par élève. Tous établissements confondus, ce sont les régions de Berlin et Hambourg qui dépensent le plus par élève (8 900€ et 8 600€ par tête respectivement). Les régions dépensant le moins sont la Rhénanie du Nord-Westphalie et le Schleswig-Holstein (6 000€ et 6 200€ par tête respectivement). Les dépenses prennent en compte le personnel, l'entretien des bâtiments et le matériel et ces chiffres dépendent de la politique éducative de chaque Land.

POLITIQUE BUDGETAIRE

Pour l'année 2017, les recettes de l'Etat allemand (*Bund, Länder, communes et assurances sociales compris*) se sont élevées à 1 474,6 Md€, tandis que les dépenses étaient de 1 438,0 Md€, [selon les chiffres définitifs de Destatis](#), représentant un excédent budgétaire de 36,6 Md€. L'excédent le plus élevé a été



réalisé par les *Länder*, à 16,224 Md€, suivis par les assurances sociales à 10,537 Md€. Les communes ont, quant à elles, réalisé un excédent de 8,753 Md€, quand le *Bund* totalisait un excédent de 1,08 Md€.

ACTUALITE FINANCIERE

MARCHES FINANCIERS

[Deutsche Börse](#) a réalisé en 2017 un produit net de 2,46 Md€ (+3% par rapport à 2016) et devrait verser un dividende à ses actionnaires de 2,45 €, soit une hausse de 4,25% par rapport à celui versé en 2016. Le nouveau PDG, Theodor Weimer, fixe pour objectif, d'ici fin 2019, de détenir 25% du marché de la compensation des dérivés d'intérêts en euros. Il en détient aujourd'hui 4%.

REGULATION FINANCIERE

Le superviseur allemand, *BaFin*, se veut rassurant quant au recours des compagnies d'assurances allemandes à des **plateformes de consolidation pour leurs contrats d'assurance-vie** (*run-off* externes). Il explique dans sa [revue mensuelle](#) qu'aussi bien l'assureur-vendeur que l'acheteur du portfolio (investisseur) ont un intérêt au bon déroulement du contrat et qu'aucun des deux ne tirerait bénéfice d'une évolution défavorable des contrats. La BaFin rappelle que, pour tout transfert de ce type, elle doit donner son accord, après vérification du respect des intérêts de l'assuré et des exigences prudentielles. Moins de 3% des contrats d'assurance-vie ont été transférés à un *run-off* externe.

Il ressort d'une [réponse du gouvernement](#) à une question parlementaire que le superviseur bancaire allemand (*BaFin* et *Bundesbank*) avait connaissance avant la crise financière des difficultés de certaines banques, mais n'ont pas approfondi leurs enquêtes. La réponse est intéressante en ce qu'elle détaille le dialogue qui a eu lieu entre le superviseur et chacun des établissements de crédit suivants à cette époque : Bayern LB, Commerzbank, Dresdner Bank, Düsseldorf Hypothekenbank, HRE, HSH Nordbank, Sachsen LB, WestLB et IKB.

BANQUES ET ASSURANCES

La **Bundesbank** reverse entièrement au Bund son bénéfice net de 1,9 Md€ réalisé en 2017 (contre 399 M€ en 2016). La hausse du résultat net est essentiellement due à l'augmentation des dépôts des banques et à leur taux de rémunération négatif. La Bundesbank a augmenté à 16,4 Md€ ses provisions pour risques de retournement des taux d'intérêts.

La banque régionale **HSH Nordbank** devrait être privatisée. Les Länder du Schleswig Holstein et de Hambourg ainsi que les caisses d'épargne du Schleswig-Holstein (qui possèdent respectivement 45%, 45% et 5% des parts de banque) ont conclu un accord de vente avec un consortium d'investisseurs composé principalement de Cerberus, J.C. Flowers, qui détient déjà 5,1% de la banque, Golden Tree et Centaurus. L'accord prévoit un [prix de vente d'environ 1 Md€](#) qui sera revu à la baisse si, après analyses, il s'avère que les Länder n'ont pas versé la totalité de la garantie de 10 Md€ portant sur des engagements antérieurs à 2009. Il prévoit également le transfert de la majeure partie des [prêts non performants](#) (essentiellement d'anciens crédits maritimes) dans une structure externe détenue par les nouveaux investisseurs, ce qui permettrait de faire baisser le ratio de NPL de la banque de 11,7% (au 30 septembre 2017) à moins de 2%. Pour que cette cession aboutisse, elle doit être autorisée par les parlements du Schleswig-Holstein et de Hambourg, par la Commission européenne et l'ABE. Elle doit également être autorisée par la fédération des banques privées, qui se donne six mois pour examiner les risques que représente l'accueil de ce nouveau membre d'ici deux ans, la banque bénéficiant encore de la garantie des dépôts de la fédération des caisses d'épargne pendant les deux années suivant sa cession.



Le **groupe DZ Bank** a annoncé un résultat avant impôts provisoire de 1,8 Md€ en 2017. Le recul du résultat par rapport à 2016 (2,2 Md€) est essentiellement dû aux coûts de fusion avec WGZ Bank dont l'intégration est désormais terminée et aux pertes de la filiale maritime DVB. Alors que DZ Bank AG, l'organe central des banques mutualistes, et ses filiales Schwäbisch Hall, la caisse d'épargne logement, DG Hyp, la banque immobilière, l'assurance R+V Versicherung, le fonds d'investissement Union Investment et la banque de particuliers DZ Privatbank ont obtenu des résultats avant impôts supérieurs à ceux de l'an passé, la filiale maritime DVB Bank a presque triplé ses pertes par rapport à 2016 (-774 M€ contre -278 M€). DZ Bank a annoncé vouloir vendre une partie de DVB Bank.

LBBW, la plus grande banque régionale allemande, enregistre un résultat avant impôts annuel de 515 M€. La forte hausse par rapport à 2016 (142 M€) n'est qu'apparente car la dépréciation de la filiale SachsenLB à hauteur de 379 M€ avait pesé sur le résultat avant impôts 2016. La banque déclare avoir versé sa dernière commission annuelle (69 M€) au Land du Bade Wurtemberg en échange d'une garantie sur un ancien portefeuille de SachsenLB. La banque explique son ratio produits/charges très élevé (74,8%) par de lourds investissements informatiques et numériques. Avec un CET1 de 15,7%, la banque ferait partie des banques allemandes les mieux capitalisées.

La BCE demande à **Helaba**, la banque régionale de la Hesse et de la Thuringe, de réduire, au plus tard lors de son renouvellement en 2019, de 36 à 27 les membres de son conseil d'administration. Elle estime que cette taille (due, entre autres, à la reprise d'une partie de WestLB en 2012) ne favorise pas une bonne communication interne.

Deutsche Bank accepte de verser 240 M\$ à des investisseurs américains pour régler à l'amiable une affaire de manipulation présumée du taux interbancaire Libor. Pour mettre fin à d'autres plaintes portant également sur le Libor, la banque a versé, en octobre dernier 220 et 80 M\$.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Berlin.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Etienne Oudot de Dainville
Service Economique de Berlin
Ambassade de France en Allemagne

Adresse :
Pariser Platz 5
10117 Berlin
Twitter: @FRTresor_Berlin

Rédigé par : Juliette Caucheteux, Anita Gandon et Lucie Petit
Revu par : Catherine Rozan

Version du 12 mars 2018